



Crise : les deux versants d'un mot

Pierre Blanc

► To cite this version:

Pierre Blanc. Crise : les deux versants d'un mot. Confluences Méditerranée , 2015, 94, pp.9-16. 10.3917/come.094.0009 . halshs-02280810

HAL Id: halshs-02280810

<https://shs.hal.science/halshs-02280810>

Submitted on 6 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Crise : les deux versants d'un mot

Pierre Blanc

Rédacteur en chef. Les Afriques dans le Monde (UMR 5115).

Souvent il nous faut revenir à la source des mots pour en retrouver la richesse perdue. Leur usage sur les temps longs les a souvent défigurés voire amputés d'un de leurs sens. Le mot crise que nous avons choisi pour ce dossier illustre cette tendance au délavage de leur contenu. En latin médiéval, le terme *crisis* signifie un assaut de la nature ou la manifestation violente d'une maladie. Mais si l'on parcourt un peu plus les chemins de l'histoire, on y découvre que *krisis*, en grec, signifiait jugement ou décision.

Quand il est ici question de crises sans frontières, c'est bien en référence à ce double sens qu'il a été choisi. Il fait allusion à la violence qui se déploie sous nos yeux tout comme à ce moment de décision — peut-être — ou au moins de jugement que son autre sens évoque.

Paroxysme et concomitance des violences

Qu'elle soit militaire avec ses épisodes de conflits interétatiques ou asymétriques, politique avec les dérives autoritaires de la plupart des pouvoirs en place, économique, avec leur pratique de la prédation au détriment de leurs sociétés, la violence n'est pas nouvelle dans la région. Plutôt que sa nouveauté, c'est sa généralisation qui frappe actuellement mais c'est aussi, sans doute, le nouveau paroxysme qu'elle semble atteindre. Les arrivées massives et inédites de migrants en Europe, fuyant les tragédies de Syrie, d'Irak et d'ailleurs suffisent à voir dans ce qui se passe actuellement un moment de violence extrême. Le pays du Cham, jadis si envoûtant pour les orientalistes, est devenu un enfer sur terre où deux barbaries s'affrontent : celle du pouvoir syrien qui use, entre autres, des barils d'explosifs jetés aveuglément sur la population, et celle de Daech, nouveau monstre des pratiques barbares, qui décapite, viole ou immole tout ce qui contrevient à sa grille très particulière de l'islam. Si la région avait connu et connaît encore les régimes autoritaires, avec Daech on assiste peut-être à l'émergence d'un totalitarisme si bien décrit par Hanna Arendt. Comme ses précédents avatars, le totalitarisme de Daech s'ingère dans l'être de chacun pour imposer par la force brutale l'agrégat mortifère de tous. Dans l'Irak voisin, le nouveau califat déploie aussi la même logique de brutalité et de mort contre les hétérodoxes, infidèles et apostats — et ils sont nombreux au regard de la grille jihadiste ! —, quand

le nouveau gouvernement central de Bagdad n'a pas été encore capable de rassurer les populations sunnites tentées par le repli et l'allégeance totale à Daech (*cf. l'article de Philippe Bannier*).

La situation en Syrie et en Irak n'est pas étrangère à la détérioration que connaît actuellement la Turquie. Après avoir fait illusion sur ses élans réformateurs dans le cadre de sa stratégie d'endiguement du pouvoir militaire, le régime de plus en plus autoritaire d'Erdogan a lancé une nouvelle guerre contre les Kurdes comme corollaire de son engagement timide contre Daech. La situation en Syrie n'est pas pour rien non plus dans la recrudescence de la polarité politique au Liban où l'intensité de la violence est à relativiser au regard de ce qui se passe dans le voisinage. Mais avec l'engagement du Hezbollah aux côtés du pouvoir syrien, le fossé qui le sépare du camp du 14 mars très anti- Assad est de nouveau très élargi. Et, dans ce contexte, ce pays se languit d'un président qui n'a toujours pas été élu tandis que la rue gronde contre l'absence de décisions politiques.

Sans commune mesure avec ce qui se passe au pays du Cèdre, le Yémen est un autre foyer de grande violence où les Houthis zaïdites sont en guerre contre ce qui reste du pouvoir central et que soutient militairement une coalition de pays majoritairement sunnites réunis autour de l'Arabie saoudite. Se supposant légitimés par l'histoire qui vit leur imamat perdurer pendant dix siècles au nord de cette ancienne « Arabie heureuse », les Houthis revendiquent une grande part du pouvoir. Aussi s'estimant lésés par les décisions du nouveau gouvernement de transition dirigé par Abd Rabbo Mansour Hadi, ils ont lancé en janvier 2015 une guerre contre celui-ci en s'associant avec les secteurs proches de l'ancien régime d'Ali Abdallah Saleh. Avec la prise de Tuez et Aden par les Houthis, l'Arabie saoudite, inquiète devant ce qu'elle considère comme la manifestation d'une ingérence de l'Iran en soutien des chiites zaï'dites — pourtant bien éloignés du chiisme duodécimain -, a lancé l'opération *tempête décisive* en mars 2015 sans pour autant réussir dans son opération. Cette guerre qui oppose une coalition de dix pays sunnites, soutenus en coulisses par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, a fait du Yémen une arène de la supposée *fitna* islamique, qui est avant tout un affrontement des volontés de puissance de l'Iran et de l'Arabie saoudite, respectivement phares actuels du chiisme et du sunnisme. Derrière cette réalité géopolitique qui concerne également la Syrie et l'Irak notamment, il y a une réalité humaine qu'on ne saurait passer sous silence : longtemps classé parmi les plus pauvres de la planète, le Yémen fait désormais face aux pertes humaines liées directement à cette guerre mais aussi au surcroît de mortalité né de la pénurie alimentaire. Si le Moyen-Orient compte deux foyers majeurs d'instabilité, l'Afrique du Nord connaît aussi avec la déliquescence libyenne un foyer majeur de conflit. Renversé par une coalition internationale en 2011, le régime autoritaire de Kadhafi a laissé la place à la guerre où s'entremêlent l'affrontement de deux gouvernements en lutte pour le pouvoir et ses possibles

prébendes, l'affirmation de tribus revanchardes, l'irrédentisme de certaines régions, les trafics en tous genres et la fièvre jihadiste. D'un pays verrouillé, la Libye est ainsi devenue un pays chaotique d'où les ondes de la conflictualité s'exportent au-delà de son strict espace national (*cf. l'article de Barah Mikail*).

Toutes ces situations de guerre expliquent pour une grande part l'arrivée de migrants hébétés et meurtris en Jordanie, au Liban, en Turquie et de plus en plus en Europe. Et que dire de toutes ces victimes qu'on a du mal à comptabiliser ? Il y eut certes des moments de grandes conflictualité dans la région, à commencer par la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) mais, jamais dans la période contemporaine, les violences ne furent à ce point éclatées en même temps que concomitantes et reliées entre elles. C'est au moins le cas pour certaines. S'ils sont certes éloignés par la géographie, ces trois foyers de violence, auxquels on pourrait ajouter celles de la péninsule du Sinaï où les jihadistes d'Ansar Beit Al-Maqdess s'opposent au pouvoir d'Abdel Fattah al-

Sissi, demeurent en effet proches par un même « présent historique » (Hélène Carrère d'Encausse) : les violences en Syrie, au Yémen, en Libye et en Egypte émanent de soulèvements révolutionnaires qui sont venus buter sur la résilience d'un pouvoir autoritaire dans le premier cas, et d'intérêts géopolitiques contradictoires dans tous ces pays. De cet épisode révolutionnaire, seule la Tunisie semble résister pour l'heure à certaines des pesanteurs contre-révolutionnaires même si la figure de la violence jihadiste se rappelle régulièrement au souvenir des Tunisiens assoiffés de stabilité et de démocratie (*cf. Sophie Bessis*).

Evidemment, cette violence jihadiste dont il est question ici n'est pas la fille des soulèvements arabes. Après avoir incubé dès la fin des années 1960, puis émergé depuis les années 1970, elle a juste trouvé dans ce moment de bouleversements une opportunité et les conditions de son extension. Même si un processus de déradicalisation est observable en Syrie au travers du groupe *Ahrar al-Sham* (*cf. l'article de Thomas Pierret*), il faut noter que cette affirmation est permise également par un manque de résistance théologique de certaines figures sunnites de premier rang (*cf. l'article d'Haoues Seniguer*) au grand dam de l'écrasante majorité musulmane. Au final, c'est au-delà du monde arabe que la barbarie jihadiste frappe désormais. Faut-il rappeler que la France (*cf. l'article de Robert Bistolfi*) est devenue une cible parmi d'autres de cette dynamique de terreur ?

A côté de cette violence dont il sera question dans ce dossier, on ne saurait oublier celle qui vient de frapper cet été un enfant palestinien de 18 mois et ses parents, immolés par de jeunes activistes israéliens, qui prônent le nettoyage ethnique de ladite « Judée-Samarie ». Ce fait se

doit d'être souligné avant tout parce qu'il est tragique mais aussi parce qu'il n'avait rien d'une fatalité. Il a été secrété de fait par la violence politique d'Israël à l'endroit de Palestiniens : non seulement, ils sont déniés dans leur volonté de souveraineté mais ils doivent aussi constater l'accélération de leur dépossession territoriale par un pouvoir israélien conforté dans ses pratiques par les dernières élections législatives (*cf. l'article de Dominique Vidal*).

Même si elle est plus « légère » au regard des violences qui balaient la Syrie, l'Irak, le Yémen et la Libye, ce dossier aborde aussi la violence économique et sociale qui affecte la Grèce où des hommes et des femmes de ce pays ont sombré dans une misère qui se traduit par un surcroît de mortalité. Cette violence sociale n'avait, là encore, rien d'une fatalité. Mais encore eut-il fallu que l'Europe fût plus clairvoyante dans ses choix et que les pouvoirs grecs fussent plus vertueux dans leur pratique politique depuis la fin de la guerre civile ! (*cf. article de George Prévélakis*)

Le temps du jugement et de la rupture ?

Des vies brisées en Syrie aux vies paupérisées voire raccourcies en Grèce, ce sont toutes les rives qui sont frappées par différentes figures de la violence. Si ce versant de la crise est bien à l'œuvre, il reste à savoir si l'autre - autrement dit la vérification, le jaugeage, le jugement voire la décision - est également bien présent. Toutefois en évoquant ce second versant, notamment la référence à la décision, il est important de prendre une précaution. Car en supposant que la crise puisse aussi être un moment décisif, le risque serait grand d'entretenir un rapport téléologique à l'histoire en ce sens que le meilleur se dévoilerait *obligatoirement* par-delà le chaos actuel. Certes, chacun de nous souhaite cette issue heureuse. Mais ce scénario très souhaitable qui viendrait clôturer un tel déchainement de violence est encore loin d'advenir. Au mieux pouvons-nous constater des ruptures en cours, qui sont de natures contrastées. Ce moment de ruptures est aussi un temps de jugement sur ce qui a pu nous conduire à ce déploiement de dynamiques mortifères.

Avec l'accord de Genève intervenu à Vienne le 14 juillet entre l'Iran et le groupe des 5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité + l'Allemagne) en négociation avec lui depuis de nombreuses années, on est peut-être dans une vraie rupture. En creux, cet accord participe aussi du jugement des Américains et des Iraniens qui ont saisi qu'un *statu quo* diplomatique était défavorable à chacun (*cf. les articles de Clément Therme et Bernard Ravenel*). Bien que divisé entre réformateurs et conservateurs, le pouvoir iranien a bien compris que son intérêt, y compris son rêve de puissance, passait par son retour dans le concert des nations. Et que dire

des Américains sinon qu'ils n'ont rien gagné depuis le temps où les néoconservateurs érigèrent l'Iran au rang de chef de file des *rogue States* ? Avec cet accord, la marginalisation iranienne qui a été l'un des soubassements lourds de la violence dans la région pourrait donc n'être bientôt qu'un souvenir. Mais cette réhabilitation souhaitable devra se poursuivre sans exclure d'autres puissances. Quoi que l'on pense des pays du Golfe qui abritent des régimes riches et rétrogrades, surtout l'Arabie saoudite qui a écrasé l'islam de son interprétation wahhabite à grands renforts de pétrodollars, ils ne sauraient être exclus dès lors que l'on souhaite une solution régionale.

L'autre rupture en cours, sans que l'on sache ce qu'elle peut produire, réside dans celle du devenir des Etats et de leurs frontières. Les frontières du Maghreb sont anciennes au moins pour ce qui est de leurs segments les plus septentrionaux. C'est en effet à partir du 13^e siècle, après la dislocation de l'empire almohade, que se sont établies au nord du Sahara les frontières qui sont encore celles du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Les Français, grands traceurs de frontières avec les Britanniques, n'ont fait ensuite qu'allonger ces délimitations vers le sud saharien très peu habité. Seules les frontières de la Libye sont vraiment récentes, son territoire composé jadis de la Cyrénaïque, du Fezzan et de la Tripolitaine ayant été rassemblé dans une même entité par l'Italie coloniale. Or c'est bien cet Etat, très récent, dont l'intégrité est la plus menacée au Maghreb.

Mais c'est au Levant que la question de l'intégrité territoriale est aujourd'hui particulièrement posée. Il y a bientôt un siècle que des frontières ont été tracées dans cet espace, et des Etats y ont vu le jour à l'intérieur, souvent aux prix de violences territoriales des Français et des Britanniques¹. Et c'est là qu'on assiste aujourd'hui à la plus grande remise en question. La crise actuelle participe ainsi d'un certain jugement sur un cadre spatial créé dans la foulée de la disparition de l'empire ottoman. Daech qui prétend restaurer le califat entend bien oblitérer ces démarcations vues comme autant d'ingérences de pouvoirs impies. S'agit-il pour autant d'une rupture ? Tout dépendra notamment du sort de cette mouvance jihadiste — ce qui renvoie notamment la communauté internationale si elle existe à ses responsabilités - mais également des appétits irrédentistes des Kurdes en Irak, en Syrie, voire en Turquie. S'il est donc encore trop tôt pour dire ce qu'il adviendra de ces espaces, il y a urgence à s'emparer du sujet (*cf. Karine Bennafla*).

¹ Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaude, *Violence et politique au Moyen-Orient*, Paris, les Presses de sciences po, 2014.

Héritier de ce tracé de frontière, le conflit israélo-palestinien est encore marqué du sceau de la violence ainsi que l'ont montré les récents événements de cet été. Certes Benyamin Netanyahu a condamné cet attentat ainsi que l'essentiel de la classe politique. François Hollande s'est d'ailleurs empressé de dire que le Premier ministre israélien avait eu les mots justes. Mais comment peut-on fermer à ce point les yeux sur le lien qu'il y a entre la poussée extrémiste de ces illuminés d'*Eretz Israël* et la politique israélienne de dépossession territoriale des Palestiniens ? Pour que ce moment tragique, un de plus dans une longue série de violences, annonce aussi une rupture favorable, le rôle du président français et par-delà la communauté internationale n'est-il pas de rappeler à Israël ses devoirs pour qu'il reprenne le chemin de la paix ? Sans doute faudrait-il aussi que la société israélienne se mobilise par-delà les secteurs les plus militants de la paix qui demeurent épris de l'esprit de justice dont le judaïsme est dépositaire. A défaut, il faudra compter sur une diplomatie coercitive. Mais qui en aura le courage ?

Si les rives orientale et méridionale sont au cœur de la crise, l'Europe n'en est pas très éloignée. L'afflux de migrants vers les rives septentrionales constitue un véritable défi humain pour une Union européenne qui a certes fait reculer la guerre en ses frontières mais qui a perdu de vue sa dimension politique au profit surtout d'une intégration économique et financière. Or c'est une réponse politique que cette crise des migrants appelle. Autrement dit, les 28 se doivent de répondre ensemble et non plus par le bricolage bien intentionné de quelques-uns. Mais pour que l'unité politique de l'Europe soit de nouveau affirmée, encore faut-il que ses Etats-membres vérifient ensemble qu'ils partagent les mêmes valeurs. Cette crise est donc aussi pour l'Europe un temps de jugement sur elle-même (*cf. l'article de Sylviane de Wangen*).

Dans une moindre mesure, la même question est posée par la crise grecque. L'établissement d'une monnaie unique, grand pas s'il en est vers l'intégration, peut-il éviter une construction plus politique ? A-t-on déjà vu un Etat fédéral avec une monnaie unique sans moyen de régulation budgétaire au niveau central ? Aux Etats-Unis, un Etat fédéré peut toujours compter sur l'Etat fédéral pour être aidé en cas de problème. L'Europe n'est certes pas fédérale, mais son ambition vers plus d'intégration peut-elle se passer de mécanismes de ce type ? Le fait de constater que le FMI figure parmi les « accompagnateurs » financiers de la Grèce suffit à démontrer cet échec européen et à souligner l'urgence d'une rupture. Comme des experts ont pu le souligner, l'UE aurait dû racheter les créances grecques du FMI — pas les plus importantes - pour demeurer dans une négociation européenne.

Toutefois dans cette crise grecque, il serait inconvenant d'en jeter la responsabilité sur l'Europe uniquement. Pire ce serait quasiment infantile comme a pu l'être le comportement clientéliste et népotique de la classe politique grecque. Avec les violences sociales qui l'affectent, la Grèce doit ainsi s'engager sur l'autre versant de la crise, autrement dit celui de l'autocritique voire de la rupture avec son éthique politique.

Mais revenons à l'Europe pour redire combien elle se trouve dans un moment de vérité du fait de l'épuisement de ses bases fondatrices.

Par-delà le ravalement de son principal pilier économique qui vacille sous les coups de boutoirs du néo-libéralisme, il est plus que nécessaire pour elle de s'engager vers plus d'intégration politique et sociale ; et cela, sans perdre de vue le nécessaire approfondissement démocratique, seul à même de rendre recevable son projet qui demeure à rebours des replis nationaux qui se dessinent. Et dans le contexte régional qui nous préoccupe, l'Union européenne se doit de porter une réelle ambition régionale en Méditerranée et au Proche-Orient (*cf l'article de Jean-François Coustillièr*). Evidemment le fait de poser ces exigences et ces souhaits souligne en même temps la faiblesse actuelle des forces qui, aujourd'hui, sont susceptibles de porter ce renouveau européen. Mais dans ce contexte de défis, l'Europe a-t-elle d'autre choix que de revoir son rapport à elle-même et à son entourage ?